

Denis Rolland,

directeur de l'ouvrage "Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales" (avec Joëlle Chassin, L'Harmattan, 2007)

"Qui sait qui pourrait prendre le pouvoir en Bolivie?"

De violents affrontements entre partisans du gouvernement de gauche et militants de l'opposition libérale ont lieu en Bolivie. Le président Evo Morales a expulsé mercredi l'ambassadeur américain, accusant les Etats-Unis de soutenir l'opposition. Les Etats-Unis interviennent-ils dans les affaires intérieures de la Bolivie ou sont-ils le bouc émissaire d'Evo Morales ?

- Ce n'est pas une nouvelle question en Amérique Latine. En 1973, on se souvient que les Etats-Unis ont joué un rôle extrêmement fort dans le coup d'Etat contre Salvador Allende par Augusto Pinochet. Dans les milieux diplomatiques de Bolivie, quand on parle de "l'ambassadeur", cela désigne l'ambassadeur américain. Et celui-ci se comportait souvent en proconsul, avant l'arrivée de Morales, qui a été un tournant dans les relations entre La Paz et Washington. Les Etats-Unis n'ont plus eu le droit de contrôler la production de coca dans le cadre de leur lutte contre le trafic de cocaïne. Les Américains exercent moins d'influence dans les organes du pouvoir. A cela s'est ajouté le discours anti-libéral d'Evo Morales. Les Etats-Unis n'ont toujours pas réussi à déloger Fidel Castro, ils doivent faire face à Hugo Chavez au Venezuela. Alors les diplomates américains se disent "si on peut faire quelque chose en Bolivie ou en Equateur, on le fait", parce que ces deux pays ne comptent pas dans la géopolitique mondiale, ils ne bénéficient pas d'alliés dans le monde. Les grandes puissances et les voisins de la Bolivie ne peuvent pas rester indifférents face à la crise. Les affrontements entre pro et anti-Morales, qui réclament l'autonomie des provinces, ont conduit à la mort de huit hommes à Cobija. De son côté l'armée ne va pas regarder le pays se démanteler. Elle pourrait mettre la holà sur le président et l'opposition au nom de la sauvegarde de la nation. Qui sait qui pourrait prendre le pouvoir dans cette situation d'instabilité ? Les diplomates conservateurs de Washington ne peuvent se satisfaire de l'imprévisibilité, Hugo Chavez non plus.

Hugo Chavez a soutenu son allié bolivien en expulsant à son tour l'ambassadeur américain de Caracas. Il doit attendre l'élection du nouveau président en novembre pour renouer des liens avec Washington. La nouvelle administration américaine changera-t-elle la donne dans les relations entre Washington, Caracas, et La Paz ?

- Il faudrait savoir quelle administration. Si les conservateurs gagnent les élections, la situation pourrait ne pas s'améliorer. Quoique John McCain possède une vraie expérience en politique étrangère. Ce qui n'est pas le cas de sa vice-présidente, Sarah Palin. Si les démocrates arrivent au pouvoir, il faudra voir. Les positions de Barack Obama en matière de politique étrangère restent inconnues. Mais nous savons que les deux questions stratégiques, l'approvisionnement en pétrole et la lutte contre le narcotrafic, ne changeront pas. Il faut aussi se poser la question : la Bolivie peut-elle attendre les élections américaines ? Les opposants à Morales sont allés très loin. Le président ne peut pas laisser les centres

téléphoniques brûler, le gazoduc vers le Brésil sabotés, le centre des impôts assiégés, etc... Le pays communique déjà difficilement. Chaque région est cloisonnée. Si vous sabotez les infrastructures, vous coincez tout. Il faut avoir à l'esprit que la Bolivie est un pays très pauvre et pâtit d'une faible unité nationale avec une opposition entre les blancs et les indiens.

Quel est le bilan de la politique "anti-impérialiste" d'Hugo Chavez à l'encontre des Etats-Unis en Amérique du Sud ? Les Etats-Unis ont-ils perdu de l'influence ?

- Les Etats-Unis n'ont pas perdu leur influence culturelle, qui date des années 1930. Mais ils ont [peut-être] perdu de leur superbe. Des gouvernements n'hésitent pas à tenir un discours critique à l'égard des Etats-Unis : Argentine, Equateur, Brésil, Venezuela, Bolivie, etc. Les Etats-Unis perdent [ponctuellement] de leur influence politique, mais cette situation est réversible, pense-t-on à Washington. Les Etats-Unis [de G. W. Bush] ont déclaré publiquement avoir reconstitué leur flotte pour les Caraïbes et l'Amérique latine face à la montée des gouvernements de gauche. Il s'agit d'un signal fort à leur encontre.

Nouvelobs.com

**Interview de Denis Rolland par Alain Roux
(le vendredi 12 septembre 2008)**

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/3_questions_a/20080912.OBS1093/qui_sait_qui_pourrait_prendre_le_pouvoir_en_bolivie.html